

## Veille – semaine du 17 février 2013

### 1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

#### **Ontario – Francophonie**

12 mars 2013 - Il y a, d'une part, des entreprises qui, pour répondre aux besoins de leur clientèle ou partenaires, ont besoin d'une main-d'œuvre de langue française. D'autre part, le gouvernement fédéral, pour répondre à des impératifs aussi bien économiques que culturels, souhaite orienter l'établissement des immigrants, notamment francophones, en dehors des grands centres. Les intérêts des uns et des autres se conjuguent, mais pour passer du principe à la réalité, il est nécessaire que les entrepreneurs et immigrants potentiels soient bien au fait des lois et programmes liés à l'immigration. C'est dans ce contexte qu'une session d'information sur le recrutement à l'étranger a été offerte aux entreprises et institutions le 6 mars dernier, à Hamilton. L'activité, concise et informative, s'est déroulée au Waterfront Banquet and Conference Centre. La session était le fruit d'un partenariat entre le Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario, le Réseau de soutien à l'immigration francophone du Centre-Sud-Ouest et le ministère du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi de l'Ontario.

<http://www.leregional.com/fr/content/des-entrepreneurs-de-hamilton-se-tournent-vers-la-francophonie>

12 mars 2013 - La Fondation franco-ontarienne (**FFO**) vient de recruter Marie-Michèle Laferrière au poste de directrice générale. Le président Yves Bisson en a fait l'annonce la semaine dernière. Le DG actuel, Ken Villeneuve, quittera ses fonctions en avril, dans le but de se consacrer à son entreprise. Marie-Michèle Laferrière connaît très bien le milieu franco-ontarien et dispose d'une solide expérience en organisation et gestion d'événements. La FFO gère une cinquantaine de fonds de 3000 \$ à plus de 300 000 \$ destinés à profiter à diverses causes en Ontario français, en plus de distribuer elle-même des subventions aux projets qu'elle juge méritoire. La nouvelle DG détient un bac en science politique et en communication de l'Université d'Ottawa. Elle complète également un programme de deuxième cycle de l'Université Saint-Paul afin de terminer, à temps partiel, une maîtrise en résolution des conflits.

<http://www.lexpress.to/archives/11315/>

13 mars 2013 - Plus d'une centaine d'employeurs francophones et anglophones en connaissent maintenant beaucoup plus sur les possibilités de recruter en français à l'étranger, au terme d'une tournée de liaison organisée par les ambassades du Canada. Cette tournée a été coordonnée par la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et les réseaux en immigration francophone de cinq provinces. Cette tournée s'est déroulée dans neuf villes, dont Charlottetown, Halifax, Moncton, St. John's, Toronto, Hamilton et Waterloo. À chaque endroit, des employeurs intéressés à recruter des travailleurs qualifiés à l'étranger ont pu rencontrer des représentants d'ambassades du Canada à l'étranger, des services publics de l'emploi spécialisés en mobilité internationale et d'autres intervenants du domaine de l'immigration.

[http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01\\_200+Mission+accomplie+pour+la+FC+FA+et+les+reseaux+en+immigration+francophone.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1860](http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01_200+Mission+accomplie+pour+la+FC+FA+et+les+reseaux+en+immigration+francophone.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1860)

17 mars 2013 - De jeunes sportifs francophones d'Ottawa affirment être victimes de discrimination, en raison de leur langue. Les élèves qui fréquentent l'école secondaire Louis-Riel n'ont pu participer à des compétitions en raison d'un règlement qui oblige les élèves à habiter sur le territoire de l'école qu'ils veulent représenter. Le règlement a été instauré en novembre afin de conserver un niveau de jeu accessible et éviter, par exemple, que les meilleurs athlètes s'inscrivent tous à la même école. Cette nouvelle façon de faire crée cependant un autre problème pour les sportifs francophones. En effet, les écoles avec un programme sportif en français sont plus rares et les élèves sont souvent obligés de s'éloigner de leur résidence pour accéder à ces programmes spéciaux.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2013/03/17/003-jeunes-francophones-discrimination.shtml>

### **Canada – Francophonie**

7 mars 2013 - Des gens d'affaires utilisant le bilinguisme au Nouveau-Brunswick tentent de convaincre d'autres entrepreneurs de faire affaire dans les deux langues officielles. Une table ronde est organisée à ce sujet, à Moncton, vendredi après-midi. Aldéa Landry, une organisatrice, explique pourquoi le bilinguisme en affaires n'est pas plus utilisé. « Il y a différents facteurs. En premier, c'est que les gens ne sont pas sensibilisés, tant les francophones que les anglophones. Deuxièmement, c'est que les gens pensent que s'ils offrent un service dans les deux langues, tout leur personnel doit être bilingue, et ce n'est pas le cas. Troisièmement, même lorsqu'on a du personnel bilingue, à moins qu'on décide finalement d'informer ces gens, de leur dire que c'est une valeur de notre entreprise, les gens ne font pas l'offre active », précise Aldéa Landry.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/03/07/006-conference-bilinguisme-affaires-nouveau-brunswick.shtml>

13 mars 2013 - L'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) a le vent dans les voiles. Nouveau service de traduction spécialisé, présence accrue sur le terrain pour sensibiliser la population à l'importance de l'agriculture, lobbying et offre de formations de plus en plus variée; voilà à quoi ressemble le portrait de l'année 2012 présenté lors de son assemblée générale annuelle le 7 mars dernier, à Embrun. Plus d'une quarantaine de producteurs franco-ontariens, partenaires et joueurs clés dans l'industrie agricole s'étaient déplacés pour assister à présentation. S'en est suivi d'une conférence très poignante de l'agriculteur Pascal Lemire pour qui le cheminement professionnel a été parsemé d'embûches et d'épreuves, tels le décès de sa conjointe, les accidents, l'incendie de sa ferme et la perte de ses vaches d'exposition, mais auxquels ont succédé des succès tout aussi retentissants.

[http://journalagricom.ca/index.cfm?Id=67366&Sequence\\_No=67365&Repertoire\\_No=2137988401&Voir=journal&niveau=3](http://journalagricom.ca/index.cfm?Id=67366&Sequence_No=67365&Repertoire_No=2137988401&Voir=journal&niveau=3)

15 mars 2013 - C'est en présence de la première ministre de l'Alberta Alison Redford que le nouveau président de l'Assemblée législative de l'Alberta, Gene Zwozdesky, a poursuivi la tradition en tenant, le 12 mars dernier à la législature albertaine, une cérémonie en reconnaissance des Rendez-vous de la Francophonie 2013. La présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), Dolorèse Nolette, a tenu à reconnaître ce geste d'avoir « poursuivi cette longue et belle tradition entamée par son prédécesseur : célébrer la francophonie en Alberta, au cœur même de ce lieu où sont prises les décisions qui influencent notre province et son avenir », a-t-elle lancé, en parlant de Ken Kowalski, devant la centaine de personnes réunies pour l'occasion.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/actualite/576-nouveau-president-meme-tradition.html>

### **International** – *Minorités linguistiques*

13 mars 2013 – Australia : Simon Crean today launched a comprehensive arts policy, Creative Australia, which is backed by \$235 million in new funding. The Creative Australia policy and Crean's Arts portfolio encompasses Indigenous arts, culture, heritage and languages so the policy analysis unit here at *Fully (sic)* (i.e. me on my lunch break) was keen to see what the new policy might hold for Indigenous languages, especially in light of last year's Our Land, Our Languages parliamentary inquiry report that gave many recommendations calling for increased effort and support for Aboriginal and Torres Strait languages.

[blogs.crikey.com.au/fullysic/2013/03/13/creative-australia-lends-extra-support-to-indigenous-languages-but-is-it-enough/](http://blogs.crikey.com.au/fullysic/2013/03/13/creative-australia-lends-extra-support-to-indigenous-languages-but-is-it-enough/)

## 2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

### Canada - Francophonie

9 mars 2013 - Une centaine de personnes ont assisté samedi à une présentation de la Société franco-canadienne de Calgary qui a souligné l'influence importante des francophones dans le développement de la métropole albertaine. L'évènement s'est déroulé en français et en anglais à Fort Calgary. « Cela m'a beaucoup étonné. Je ne connaissais pas le rôle du français dans la fondation de la ville », a expliqué un résident, John Robin Allen, venu avec sa femme assister à la présentation PowerPoint. Les rappels historiques devraient être diffusés à l'émission Hello-Bonjour de la chaîne communautaire Shaw TV. Les organisateurs souhaitent aussi distribuer les DVD de la présentation à des écoles de la région.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/03/09/001-calgary-presentation-francophones-importants.shtml>

10 mars 2013 - Qu'en est-il du visage français du Québec? Une petite virée dans n'importe quel centre commercial de la région montréalaise - le Carrefour Laval, à tout hasard - illustre bien les défis qui attendent le prochain président de l'Office de la langue française. Bath and Body Works. Forever 21. Amnesia. Body&Beach. American Eagle Outfitters. Stitch It - Clothing Alteration. Payless Shoe Source. Mexx Kids. Style Exchange. Quicksilver. Rocky Mountain Chocolate Factory. Sunglass Hut. Victoria's Secret. Pink. Etc. Au Carrefour Laval, le quart des noms de magasins est en anglais et le descriptif français, quand il y est, vire très souvent l'esprit de la Charte de la langue française à l'envers.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/09/01-4629382-quand-le-francais-se-fait-discret.php>

11 mars 2013 - Le français a fait des gains importants au Québec depuis l'entrée en vigueur de la loi 101, voilà 35 ans, mais il connaît aussi des reculs inquiétants, en milieu de travail surtout. L'avis que vient de publier le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) sur la politique linguistique québécoise nous interpelle tous. Si nous voulons que notre langue assure sa place et son avenir, il faudra y consacrer plus de ressources, et ça risque de coûter cher. L'avis du Conseil ne saurait être plus clair sur ce dernier point: «L'un des signes d'une volonté politique claire réside dans les moyens financiers, administratifs, organisationnels ou autres que l'État met au service de l'objectif.» Faute de moyens, une politique linguistique ne sera qu'un voeu pieux.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/editoriaux/201303/10/01-4629583-notre-cher-francais.php>

11 mars 2013 - Les centres commerciaux de Québec s'anglicisent de manière inquiétante, dénonce le Mouvement Québec Français de la Capitale-Nationale (MQFCN). Selon une enquête maison, 12 % des magasins qui y affichent leurs couleurs ne respectent pas la loi 101. Le comité de surveillance pour l'application de la Charte de la langue française du MQFCN a relevé pour toute la région plus de 101 infractions, un chiffre symbolique à la veille du début de travaux de la commission qui débattira à l'Assemblée nationale du projet de loi 14 visant à renforcer la législation sur la langue française. C'est dans les centres commerciaux que la situation est la plus alarmante, souligne Cécile Larouche, une des deux bénévoles qui a parcouru le centre-ville et les alentours pour découvrir qu'un nombre élevé de commerces ne s'affichaient qu'en anglais.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201303/11/01-4629891-la-loi-101-peu-respectee-dans-les-centres-commerciaux-de-quebec.php>

12 mars 2013 - Je suis francophone. Québécoise, trilingue, chilienne. Mon espagnol impeccable ne m'empêche pas d'avoir un parfait anglais. Mon parfait anglais ne m'empêche pas d'avoir un français plus-que-parfait. Je baigne donc dans trois cultures qui n'en font qu'une. Je fais partie d'une génération diversifiée, mixte, et ouverte sur le monde. Je représente une majorité silencieuse et j'aimerais vous signaler que nous existons. Silencieuse, car l'espace politique actuel ne nous représente pas. Peut-être parce que nous n'avions pas réalisé jusqu'ici que notre réalité avait du poids; je m'en déclare coupable.

<http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201303/11/01-4629902-la-force-de-nos-differences.php>

14 mars 2013 - Services de santé Alberta (AHS) réduira ses dépenses administratives de 10 % pour économiser près de 35 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Les membres du conseil d'administration d'AHS se sont rencontrés jeudi à Lethbridge pour discuter d'une stratégie qui permettrait d'y arriver. AHS prévoit geler les rémunérations de 10 000 membres de l'équipe de gestion pendant trois ans. Les salaires des dirigeants seront également revus. Il y aura aussi un gel de l'embauche pour certains postes administratifs et AHS révisera le nombre de membres de l'équipe de direction pour améliorer son efficacité. Un budget complet sera approuvé par le conseil en avril.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/03/14/005-services-sante-alberta-compressions-administration.shtml>

15 mars 2013 - La Société Saint-Thomas-d'Aquin à l'Île-du-Prince-Édouard organise un concours pour inciter les gens à vivre en français, mais l'accès à la culture française est complexe, même pour les plus motivés. Dans une ville anglophone comme Charlottetown, la bibliothèque J.-Edmond-Arsenault de l'école François-Buote est pour beaucoup de jeunes un des rares lieux où ils peuvent découvrir la culture française. « On n'est pas vraiment exposés à tellement de culture, de livres, de films ou des affaires de même qui sont en français. Donc, c'est comme difficile à en trouver qu'on aime. C'est ça le gros problème, je trouve », explique Katie VanLeeuwen élève en douzième année. La bibliothécaire, Sonja Mason, connaît bien les goûts des jeunes. Les élèves du primaire aiment beaucoup les bandes dessinées traditionnelles, comme Tintin ou Astérix, tandis que les adolescents prennent souvent un autre chemin.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/03/15/001-acces-culture-francaise-ile-du-prince-edouard.shtml>

## **Canada - Autres**

10 mars 2013 - Improving the health of aboriginal children requires teaching them about their traditional languages and culture, says anthropologist Dawn Martin-Hill. Martin-Hill was speaking to an indigenous children's health symposium put on by university medical students Saturday at McMaster Innovation Park. Its purpose was to examine why the quality of health of aboriginal children is so much worse than other young Canadians — and to consider solutions.

<http://www.thespec.com/news/local/article/900776--language-culture-key-to-improving-the-health-of-aboriginal-children-symposium-hears>

## **International – Francophonie**

12 mars 2013 – Maroc : Le ministre de la communication du royaume du Maroc, Mustafa Khalfi, nous rappelle à chaque fois qu'il y a une dizaine d'années, il y avait dix titres de la presse amazighe et que maintenant il n'en reste plus qu'un seul, à savoir « Le Monde Amazigh », depuis que « Tawiza » s'est arrêté d'apparaître le mois d'août dernier ! Effectivement, « Le Monde Amazigh » lui aussi est menacé de disparaître, ou au moins de s'arrêter momentanément : pourquoi ? Car, comme tous les titres amazighs, à cause des graves problèmes financiers qu'il traverse !!!

<http://www.kabyle.com/fr/articles/la-mort-de-la-presse-amazighe-21535-12032013>

13 mars 2013 – France : Pour moi, la langue française est très importante. Je considère que ma langue représente une partie de ma culture et, par le fait même, une partie de ce que je suis. Nos ancêtres ont dû se battre afin de pouvoir conserver cette langue à laquelle ils tenaient tant, alors il faut lui accorder la place qui lui revient. Le français est une langue magnifique avec, bien entendu, son lot de règles et d'exceptions grammaticales. Cette langue n'en reste pas moins la nôtre. Ma langue témoigne de mon origine, de mon identité et de mon appartenance à un groupe social. Bien connaître sa langue c'est, en quelque sorte, bien se connaître soi-même. J'ai lu énormément de romans et de textes littéraires et, chaque fois que j'en lis un nouveau, je m'émerveille de ce qu'un auteur peut faire avec de simples mots français. En quelques secondes, certains auteurs réussissent à me transporter dans leur univers. Bien connaître la langue française est donc très important pour moi, car cette dernière m'a permis de découvrir un univers créé par de simples mots qui, mis bout à bout, forment un tout d'une incroyable beauté.

<http://www.agoravox.fr/actualites/societe/article/une-langue-une-appartenance-132269>

14 mars 2013 – France : Je pense que beaucoup de personnes en lisant le titre de cet article vont penser que je suis beaucoup trop alarmiste et que ce n'est pas demain la veille qu'une autre langue deviendra la langue officielle en France. Cependant, je pense qu'il y a de sérieuses raisons de s'inquiéter. La première raison est que lorsque qu'on se rend compte du désamour que suscite en France le drapeau français ou le fait d'avoir un drapeau français sur son balcon ou de manifester avec un drapeau français plutôt qu'avec le drapeau rouge, qui lui ne choque personne, place cette personne immédiatement dans la catégorie des fachos. Et cela par la majorité de la population, pas seulement par des "antifas" marginaux. Et cela même alors que le drapeau français est adulé dans de nombreux autres pays (qui eux adulent leur propre drapeau) en le considérant à juste titre comme le drapeau de la Révolution française contre la Monarchie absolue.

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/la-langue-francaise-est-elle-en-132291>

### **International - *Minorités linguistiques***

11 mars 2013 – Inde : Languages that are at risk of falling out of use as its speakers die out or shift to speaking another language are called endangered languages. When a language has no more native speakers, language loss occurs and becomes a dead language. If eventually no one speaks the language, it becomes an extinct language. Due to the processes of globalization and neo-colonialism, where the economically powerful languages dominate other languages, many languages are currently disappearing fast (UNESCO's Atlas, 2009). A language is considered endangered when children of that language no longer learn it and finally they lose their language. However, there are nine criteria that decide the quantum of endangerment. They are

<http://www.manipurimes.com/editorial-and-articles/the-peoples-chronicle-article/item/1218-is-manipuri-an-endangered-language>

12 mars 2013 – UN : Half of the world's estimated 6,000-plus languages will likely die out by the end of the century without urgent efforts to protect minority communities and their languages, a United Nations independent expert said today, noting also that minority languages have often been a source of tension for governments whose obligation it is to protect them. "Language is a central element and expression of identity and of key importance in the preservation of group identity," the UN Independent Expert on minority issues, Rita Izsák, said as she presented her latest report to the UN Human Rights Council in Geneva. "Language is particularly important to linguistic minority communities seeking to maintain their distinct group and cultural identity, sometimes under conditions of marginalization, exclusion and discrimination."

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44352&Cr=language&Cr1=#.UUUKVjemGHh>

### **3. RELATIONS COMMUNAUTÉ- AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES**

#### **Ontario – *Francophonie***

12 mars 2013 -- Le commissaire aux services en français de l'Ontario et le commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick ont signé un premier accord de coopération, mardi. Cette entente est venue officialiser une collaboration qu'avaient déjà établie Me François Boileau, à Queen's Park, et Me Michel Carrier, à Fredericton. L'entente doit permettre aux deux commissaires de partager des conclusions et recommandations émanant de leurs enquêtes. Le document doit aussi leur permettre d'entreprendre des activités de promotion et des études conjointes sur le respect des obligations linguistiques de leurs deux provinces.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/queens-park/201303/12/01-4630234-services-en-francais-accord-de-cooperation-entre-lontario-et-le-nouveau-brunswick.php>

12 mars 2013 - Le commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, et le commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, Michel Carrier, ont annoncé mardi la signature d'une entente qui veut permettre à leurs organismes d'améliorer la protection et la promotion des droits linguistiques. «Me Boileau et moi avons des responsabilités qui sont très similaires», a précisé Michel Carrier. «Par conséquent, nous avons tout à gagner à accroître notre coopération afin d'améliorer le respect des droits linguistiques des citoyens dans nos provinces respectives.»  
<http://www.lexpress.to/archives/11334/>

### **Canada – Francophonie**

11 mars 2013 - It has not been a good couple of weeks for the Office québécois de la langue française, the Quebec government body charged with ensuring that French remains the dominant language in the largely French-speaking Canadian province. Over-zealous application of the law by its inspectors, known in English as the language police, subjected the office to so much international ridicule that on March 8th its head was forced to step down. It began, as do many things these days, with a tweet. On February 19th, Massimo Lecas, co-owner of an Italian restaurant, Buonanotte, in Montreal, wrote that he had received a letter from the office warning him that there were too many Italian words (such as "pasta") on his menu. This was a violation of Quebec's language charter, he was told, and if they were not changed to the French equivalents (*pâtes* in the case of pasta) he would face a fine.  
<http://www.economist.com/blogs/johnson/2013/03/language-policy>

11 mars 2013 - La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, a défendu de nouveau samedi son projet de loi modifiant la loi 101, faisant observer que la Commission des normes du travail pourrait être mise à profit pour faire respecter le droit des citoyens de travailler en français. Lors de la conférence « Maîtres chez vous » du regroupement Forces Jeunesse samedi à Montréal, Mme De Courcy a réitéré que le projet de loi 14 propose des moyens pour renforcer l'usage du français dans toutes les sphères de la société, sans toutefois l'opposer aux autres langues. Devant un auditorium rempli de jeunes adultes, au Coeur des sciences à l'UQAM, Mme De Courcy a déclaré qu'il fallait moderniser la Charte de la langue française « pour que le Québec continue d'avancer ».  
<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372946/les-normes-du-travail-pourraient-etre-mises-a-profit-affirme-de-courcy>

11 mars 2013 - Le ministre des Anciens Combattants aussi titulaire depuis peu du portefeuille de la Francophonie, Steven Blaney, préférerait que Québec ne touche pas l'exemption à la loi 101 qui permet aux enfants de militaires francophones d'avoir accès aux écoles anglophones. Le député conservateur de Lévis-Bellechasse évoque l'héritage d'une mesure égalitaire adoptée sous le règne de l'ex-premier ministre péquiste, René Lévesque. Prenant soin de préciser à plusieurs reprises que son gouvernement « respecte les champs de compétences », M. Blaney donne cependant volontiers son opinion sur cette modification prévue à la Charte de la langue française incluse dans le projet de loi 14, qui sera débattu en commission parlementaire à partir de demain.  
<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201303/10/01-4629604-blaney-prone-le-maintien-de-l'exemption-a-la-loi-101-pour-les-enfants-de-militaires.php>



11 mars 2013 - Le gouvernement fédéral a dû se résoudre à abandonner la réalisation d'une étude sur les possibles liens entre la langue parlée et la criminalité juvénile. Selon des échanges de courriels, il n'y avait pas suffisamment de jeunes francophones au Canada anglais ni de jeunes anglophones au Québec pour mener l'étude envisagée. Les chercheurs voulaient tenter de vérifier s'il existe un lien entre l'appartenance à une minorité linguistique et les chances que de jeunes contrevenants ne deviennent des criminels. Le ministère fédéral de la Justice avait prévu interroger 105 jeunes des deux minorités linguistiques «officielles» qui seraient hébergés dans des centres de réhabilitation de six provinces: l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et le Québec.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/sur-la-colline-parlementaire/201303/11/01-4629935-faute-de-francos-une-etude-sur-la-langue-et-le-crime-est-abandonnee.php>

12 mars 2013 - Faut-il appliquer la Charte de la langue française aux PME ? Pour le gouvernement actuel, la réponse est oui : son projet de loi 14 met en avant l'obligation pour les entreprises de 26 à 49 employés de s'assurer que le français est la langue utilisée dans leur milieu de travail. Jusqu'à présent, les gouvernements précédents ont toujours préconisé une approche volontaire. Les petites entreprises n'étaient pas assujetties à un processus de francisation et pouvaient, selon leur bon vouloir, faire les démarches pour obtenir un certificat de francisation ou non. À l'avenir, si les nouvelles mesures sont retenues dans le projet de loi, il en sera autrement.

[www.ledevoir.com/politique/quebec/372969/protger-le-francais-une-responsabilite-des-pme](http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372969/protger-le-francais-une-responsabilite-des-pme)

12 mars 2013 - Le gouvernement péquiste risque de plonger le Québec dans le chaos s'il s'avise de retirer aux municipalités leur statut bilingue, a prévenu mardi le maire de Côte-Saint-Luc, Anthony Housefather.

Au premier jour de la commission parlementaire étudiant le projet de loi 14 sur le français, les maires de banlieue ont rejeté toute remise en question du statut bilingue dont jouissent plus de 80 municipalités.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/373038/projet-de-loi-14-des-maires-anglophones-soulevent-le-spectre-du-chaos>

12 mars 2013 - Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) juge que le projet de loi 14, censé renforcer la Charte de la langue française, ne fait rien pour contrer l'essor du bilinguisme dans l'administration publique. Qui plus est, certaines des nouvelles dispositions l'encouragent. En vertu du projet de loi 14, les entreprises qui, en vertu de la Charte, doivent communiquer avec l'administration publique en français ne seront plus dans l'obligation de le faire. « Désormais, les entreprises ne seront plus tenues d'acheminer leurs documents en français. Ce sera à l'Administration de demander une version française si elle le juge nécessaire », relève le SFPQ dans le mémoire qu'il présente mardi lors de la commission parlementaire sur le projet de loi 14 défendu par la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/373026/une-incitation-au-bilinguisme-dans-la-fonction-publique>

12 mars 2013 - «*If it ain't broken, don't fix it!*» Le maire Régis Labeaume demande au gouvernement Marois de maintenir l'exemption qui permet à près de 700 enfants de militaires de fréquenter l'école anglaise. Après le ministre fédéral Steven Blaney, c'était au tour du maire Régis Labeaume de se porter lundi à la défense des troupes basées à Valcartier. Quitte à s'écarter des enjeux municipaux. «On est habitués à se faire dire de se mêler de nos affaires», a rétorqué le maire Labeaume. L'administration Labeaume plaide pour que le gouvernement péquiste, dans ses modifications à la loi 101, conserve l'exemption permettant aux enfants des militaires canadiens de fréquenter l'école anglaise.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201303/11/01-4630019-apprentissage-de-langlais-labeaume-a-la-defense-des-enfants-de-militaires.php>

12 mars 2013 - Parce qu'ils protègent «nos droits», y compris celui d'être souverainiste, les militaires francophones devraient pouvoir faire éduquer leurs enfants en anglais au Québec, a soutenu mardi le député caquiste Eric Caire. À l'instar du maire de Québec, Régis Labeaume, le député de La Peltrie exhorte le gouvernement Marois à maintenir l'exemption qui permet aux enfants de militaires francophones de passage au Québec de recevoir leur éducation en anglais. Soumis pour étude en commission parlementaire, le projet de loi 14 de la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, propose en effet d'abolir cette disposition, au grand dam de la Coalition avenir Québec (CAQ).

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201303/12/01-4630372-caire-defend-le-droit-a-leducation-en-anglais-pour-les-soldats.php>

12 mars 2013 - La municipalité de Chelsea veut conserver son statut bilingue, même si les anglophones forment maintenant moins de la moitié de la population. Le conseil municipal de Chelsea devait adopter, lundi, une résolution demandant au gouvernement du Québec de ne pas lui enlever le statut officiel de municipalité bilingue. Le projet de loi 14, visant à modifier la Charte de la langue française, donnerait au gouvernement du Québec le pouvoir de retirer le statut de ville bilingue aux municipalités comptant moins de 50% d'anglophones. À Chelsea, cette proportion est passée à 46,5%, alors que les francophones représentent maintenant 48% de la population.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/actualites-regionales/201303/12/01-4630251-projet-de-loi-14-chelsea-veut-garder-son-statut-bilingue.php>

12 mars 2013 - Des documents montrent que le gouvernement fédéral a abandonné un plan pour étudier les activités criminelles chez les jeunes francophones en milieux majoritaires anglophones - et des jeunes anglophones au Québec -, car il ne trouvait pas assez de jeunes contrevenants de chaque groupe. La Presse Canadienne a obtenu les documents en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. « Lorsque nous avons préparé la méthodologie initialement, nous avons présumé qu'il y aurait des jeunes qui satisferaient les critères d'étude », a écrit une responsable du ministère de la Justice à ses collègues en juillet. « Malheureusement [...], il n'y a pas (ou très peu) de jeunes qui satisfont les critères d'étude. »

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/03/12/002-etude-jeunes-contrevenants-langues-minoritaire-federal.shtml>

12 mars 2013 - Le transfert des appels du Centre de recherche et sauvetage maritime de Québec à Halifax et Trenton s'avère plus difficile que prévu. Ottawa a décidé en 2011 de transférer les appels des centres de Québec et de Terre-Neuve à Halifax et à Trenton pour réaliser des économies. Quant au centre de Saint-Jean, à Terre-Neuve, le transfert a eu lieu au printemps 2012. Avant de fermer le centre d'appels de Québec, le gouvernement fédéral doit recruter des employés qui parlent français avec assez d'aisance pour répondre à des appels d'urgence, ce qui n'est pas si simple. La députée néo-démocrate d'Halifax, Megan Leslie, croit qu'Ottawa devrait changer d'idée dans ce dossier.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/03/12/009-changement-garde-cotiere-halifax.shtml>

13 mars 2013 - Ainsi, la ministre de l'Éducation, Mme Marie Malavoy, entend confier au conseil de chaque établissement de chaque école la décision d'implanter ou non un programme d'anglais intensif en 6e année du primaire. Cette décision apparaît raisonnable et pertinente. Sur le plan des principes d'organisation pédagogique, elle s'inscrit dans un mouvement international largement répandu : la décentralisation est préférable à la centralisation, en vue, notamment, de favoriser la réussite scolaire. Du reste, la décision est conforme à l'esprit de la Loi sur l'instruction publique de 1997 adoptée sous l'impulsion de Pauline Marois, à l'époque ministre de l'Éducation.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/373083/la-devolution-aux-conseils-d-etablissement-est-raisonnable-et-pertinente>

13 mars 2013 - Le maire de Côte-Saint-Luc, Anthony Housefather, a prévenu que c'est le « chaos » qui attend le gouvernement Marois s'il s'avise de retirer leur statut bilingue à certaines municipalités. « Je crois qu'il y aura vraiment du chaos dans ces municipalités », a livré Anthony Housefather, qui représentait en commission parlementaire, avec le maire de Ville Mont-Royal, Philippe Roy, l'Association des municipalités de banlieue. Cette association regroupe 15 municipalités de l'île de Montréal, dont 13 jouissent du statut de ville bilingue. « Vous allez avoir une population qui sera très, très fâchée et une population qui va être dans les rues pour manifester, et la paix linguistique ne sera plus là », a prédit le maire de Côte-Saint-Luc. C'était la première journée mardi de consultation publique en commission parlementaire touchant le projet de loi 14 qui vise à renforcer la place du français au Québec. Cette consultation, vaste s'il en est, s'étendra sur six semaines.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/373117/ce-serait-le-chaos-dans-les-villes-qui-perdraient-leur-statut-bilingue-previent-le-maire-de-cote-saint-luc>

13 mars 2013 - Le gouvernement Marois avait renoncé à l'application de la loi 101 pour l'admission aux cégeps anglophones et consenti à ne pas modifier les dispositions sur l'affichage, en dépit des pressions de groupes plus nationalistes. On a même mis de côté le dossier des écoles passerelles, qui fera l'objet d'un projet de loi distinct - qui ne sera pas adopté de sitôt. Autant de concessions rapides qui visaient à obtenir l'appui de la Coalition avenir Québec (CAQ).

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201303/12/01-4630031-projet-de-loi-14-quebec-mise-sur-lappui-de-la-caq.php>

13 mars 2013 - Le gouvernement Marois a fait de la refonte de la Charte de la langue française la pièce centrale de son programme législatif des prochains mois. L'opposition à son projet de loi numéro 14 est vive, à tel point que son adoption ne sera possible qu'au prix de compromis. Le projet de loi n'est pas aussi vaste que l'était à l'origine la Charte de la langue française. Il s'agit d'une refonte apportant certains assouplissements et renforcements. Le débat qui s'est engagé ce mardi avec l'ouverture d'une consultation publique en commission parlementaire n'est toutefois pas sans rappeler celui de 1977. On entendra ad infinitum les craintes de tout un chacun. Le pire est à venir, prédisait ainsi mardi le maire de Côte-Saint-Luc, Anthony Housefather, à propos du statut bilingue de certaines municipalités.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/373053/une-loi-necessaire>

13 mars 2013 - Les entreprises de 25 à 49 employés devront déboursier au total 23 millions pour se conformer aux nouvelles dispositions sur la francisation prévues par le projet de loi 14. Par la suite, il en coûtera à ces firmes environ 4,3 millions de plus chaque année par rapport à la situation actuelle. Dès le début de la commission parlementaire, qui s'étendra sur cinq semaines, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, a déposé une «analyse des impacts économiques» du projet de loi. L'étude, réalisée pour le ministère de l'Immigration, estime par exemple que les coûts de «l'autoévaluation» préconisée par le projet de loi seront d'environ 340\$ en moyenne pour chacune des 12 000 entreprises visées. D'autres dépenses - par exemple, changer les claviers d'ordinateur anglais - coûteraient de 870 à 220\$ par société, selon sa taille.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201303/13/01-4630597-francisation-une-facture-de-23-millions-pour-les-pme.php>

13 mars 2013 - Last week, I wrote that it appeared that much of the Parti Québécois minority government's proposed language legislation would fail to pass because of the opposition of the Coalition Avenir Québec party. That was an overstatement on my part. The CAQ does hold the fate of Bill 14 in its hands, since the official-opposition Liberals oppose any change to the present language legislation and the Coalition holds the balance of power in the National Assembly.

<http://www.montrealgazette.com/news/Macpherson+Most+Bill+seems+sure+passed/8090852/story.html#ixzz2NpWTsZK6>

14 mars 2013 - Le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, dont le parti mord dans l'électorat péquiste, sera en commission parlementaire aujourd'hui pour critiquer le projet de «nouvelle loi 101» du gouvernement Marois. Il sera accompagné d'un autre ancien député du Parti québécois, Pierre Curzi. Jean-Martin Aussant et Pierre Curzi jugent trop timide le projet de loi 14 de la ministre Diane De Courcy portant sur la Charte de la langue française. En entrevue avec Le Soleil, mercredi, M. Aussant a dénoncé un «saupoudrage de mesures qui ne sont pas très fortes».

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201303/13/01-4630818-nouvelle-loi-101-aussant-et-curzi-face-au-pq.php>

14 mars 2013 - Qui sont les plus menacés? Ainsi les Anglo-Québécois se mobilisent pour protéger le statut bilingue des municipalités dans lesquels ils ne forment plus (selon les chiffres de langue maternelle du recensement 2011) la majorité de la population. Certains, comme Anthony Housefather, maire de Côte-Saint-Luc, petite ville située dans l'ouest de l'île de Montréal, menacent même de perturber la «paix linguistique» et avertissent que le Québec risque de sombrer dans le chaos si le gouvernement touche aux droits des anglophones dans les municipalités bilingues... En Outaouais, les municipalités dont le statut bilingue est en péril semblent vouloir se regrouper et sollicitent les appuis de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais. Ils ont déjà le soutien public de la députée libérale de Gatineau, Stéphanie Vallée, qui veut que l'on tienne compte de l'apport historique des anglophones et qu'on dépasse le simple critère du nombre d'anglophones. «Au Québec, dit-elle, nous sommes tous préoccupés par la préservation de notre culture.» Heureux de l'entendre dire, et il faut espérer que cette préoccupation s'étend aussi aux francophones, qui restent depuis trop longtemps les parents pauvres des zones dites bilingues de la vallée de la Gatineau et du Pontiac.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-allard/201303/14/01-4631139-qui-est-menace-.php>

15 mars 2013 - Le projet de loi 14 sur la langue française est tellement édulcoré qu'il ne peut faire l'objet d'aucun compromis supplémentaire, estime Pierre Curzi. « Si la Coalition avenir Québec demande des compromis majeurs sur des parties qui m'apparaissent être centrales et intéressantes dans le projet de loi, je dis au gouvernement : vous n'avez pas de marge de manoeuvre. Vous ne pouvez pas accepter beaucoup de compromis parce que si vous le faites, vous allez dénaturer ce qui me semble déjà à tout le moins minimal. Donc, vous seriez mieux de retirer votre projet de loi plutôt que de l'amoindrir. Attendez d'avoir une situation politique qui vous permettrait d'avoir une politique de la langue qui soit ferme. »

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/373351/projet-de-loi-14-on-ne-voit-plus-de-marge-de-manoeuvre-pour-le-pq>

15 mars 2013 - Le gouvernement péquiste doit choisir ses batailles et mener celles qui lui apporteront des gains réels. On voit mal comment le fait de retirer à quelque 1000 enfants de militaires de Valcartier et de Bagotville la possibilité de fréquenter le réseau scolaire anglophone assurera la prépondérance et la vitalité de la langue française au Québec. Les énergies doivent être concentrées là où les véritables faiblesses de la loi 101 sont identifiées. La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, doit accepter de retirer cette disposition de son projet de loi 14 présentement à l'étude en commission parlementaire. La Coalition avenir Québec (CAQ), sur laquelle repose beaucoup l'adoption de cette pièce législative, le réclame. Sa demande est raisonnable.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/editoriaux/201303/14/01-4631129-la-loi-101-et-militaires-bataille-inutile.php>

### **International** – *Francophonie*

11 mars 2013 – France : *La fusion, c'est possible* ». Durant 52 minutes, l'ancien ministre des Collectivités territoriales du gouvernement Fillon, actuel président du conseil régional d'Alsace, a défendu, bec et ongles, le projet pour l'Alsace, hier soir sur France 3 Corse ViaStella. C'est en ce moment le grand branle-bas du côté du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Le 7 avril, les Alsaciens décideront par référendum de poursuivre ou non le projet mettant fin au millefeuille territorial. L'Alsace est en fusion.

<http://www.corsematin.com/article/ajaccio/philippe-richert-le-bilinguisme-est-un-argument-economique.922212.html>

13 mars 2013 – Maroc : Officialisation de la langue tamazight, réhabilitation de la darija, place du français, la question linguistique fait plus que jamais débat dans le royaume. « Ntmixaw f l'après-midi ? Wakha, telqani fé cybercafé ! » Comprenez : « On se voit [on se mixe] cet après-midi ? D'accord, tu me trouveras dans le cybercafé ! » Le langage quotidien des jeunes Marocains urbains s'apparente à un patchwork de langues : arabe et français bien sûr, mais aussi quelques emprunts à l'anglais, à l'espagnol, etc. Si l'on y ajoute le fait qu'une majorité de Marocains parlent ou comprennent le tamazight, que l'arabe local (darija) est lui-même très syncrétique, la tour de Babel marocaine prend forme. Longtemps niée dans le discours, l'enseignement et les institutions, la diversité linguistique est d'abord un fait social. Cette réalité a d'ailleurs produit un concept intéressant : le tamaghribit. Ce néologisme forgé par mimétisme avec la langue amazigh désigne la part irréductible de l'identité marocaine.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2721p048049-.xml0/v>

14 mars 2013 – France : Fraîchement installé au Comité consultatif pour la promotion des langues régionales, le député écologiste morbihannais Paul Molac n'a pas apprécié tous les points de la réforme constitutionnelle présentée mercredi. Paul Molac déplore « le renoncement du gouvernement sur la ratification de la Charte des langues régionales ou minoritaires ». Pour lui, la ratification de la Charte européenne des Langues régionales fait les frais d'un manque d'ambition. « Conseil d'État et Conseil constitutionnel en tête, n'a eu de cesse de se cacher derrière des arguties juridiques pour s'opposer à toute reconnaissance de la diversité linguistique et culturelle. La Constitution leur sert de rempart pour imposer une vision unitaire du pays, non seulement au niveau politique, mais également au niveau culturel et linguistique », analyse-t-il, rappelant que François Hollande s'était engagé à la faire ratifier. Il s'agissait de son engagement de campagne n°56. Un numéro qui était facile à retenir pour le député morbihannais...

[http://www.ouest-france.fr/ofdernmin\\_--Langues-regionales.-Paul-Molac-deploire-un-renoncement\\_40771-2173416-pere-bre\\_fiDMA.Htm](http://www.ouest-france.fr/ofdernmin_--Langues-regionales.-Paul-Molac-deploire-un-renoncement_40771-2173416-pere-bre_fiDMA.Htm)

### **International** – *Minorités linguistiques*

15 mars 2013 – United Kingdom : The apostrophe is being banned from street names in parts of Devon to "avoid potential confusion". Mid Devon District Council said its new streets had not contained apostrophes for many years, but the policy was now being made official. It said apostrophes could only be found in three street names in the district. It added that Beck's Square and Blundell's Avenue, both in Tiverton, and St George's Well in Cullompton, were "all named many, many years ago". Andrew Lacey, from the council, said there was "no national guidance that stops apostrophes being used".

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-england-devon-21795179>

11 mars 2013 – Espagne : Associations and trade unions assert fight for Catalan, oppose Spanishization of education · Campaigners argue Catalan medium education provides better command of languages than Spanish monolingualism · Spanish nationalists say the campaign is "typical of totalitarian movements" Thousands of people marched Saturday in the streets of the main cities of the Catalan Countries in the defence of linguistic rights of Catalan speakers. Demonstrations had been called for the first time simultaneously in Catalonia, the Valencian Country, the Balearic Islands, Northern Catalonia, the Franja and Alghero to assert the "fight in order to get full linguistic rights" and the right to "fully live" in Catalan.

<http://www.nationalia.info/en/news/1371>

12 mars 2013 – Falklands : 99.8% of islanders oppose changing current situation · Cameron: Argentina should take "careful note" of the vote · Buenos Aires to issue refusal statement, argues Falklanders are not entitled to any collective "democratic right" If the goal of the Falkland referendum -as Gavin Short, the speaker of the islands' legislative assembly had said- was to send "a strong message to the outside world", then it has been really accomplished. Only three Falklanders decided to cast a "no" vote, with all other voters supporting the current status as an overseas territory of the United Kingdom. Turnout was 92%, and votes for current status accounted for 99.8% of the total.

<http://www.nationalia.info/en/news/1375>

### 3. RELATION COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

#### **Ontario – Francophonie**

11 mars 2013 - L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) est particulièrement fière d'annoncer la mise en ligne de Jurisource.ca, le portail de ressources juridiques et jurilinguistiques destiné aux professionnels de la justice œuvrant au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada. Cette bibliothèque virtuelle, composée d'un puissant moteur de recherche, recense des milliers de ressources, comme des lois, des arrêts, des études, des recherches, des modèles d'actes, des lexiques, etc. Elle s'adresse aux intervenants du milieu de la justice du Canada, notamment les juristes, les jurilinguistes, les officiers de la cour, le personnel de soutien ou les étudiants en droit. Jurisource.ca a pour vocation de rassembler en un seul endroit une grande variété de ressources visant à améliorer l'accès à la justice dans les deux langues officielles. La particularité de ce portail est qu'il a été créé par la communauté juridique et qu'il est directement alimenté par elle. Les ressources disponibles sur le portail ont été élaborées par différents groupes à l'échelle du Canada, dont des organismes, des administrations fédérales et provinciales, des centres de recherche, des juristes et des universités. Ces collaborateurs mettent à jour leurs ressources au moyen d'un accès sécurisé et bénéficient d'une large visibilité de leurs réalisations.

[http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01\\_200+Acces\\_a\\_la\\_justice\\_dans\\_les\\_deux\\_langues\\_officielles\\_Lancement\\_dun\\_nouveau\\_portail\\_pour\\_les\\_professionnels\\_de\\_la\\_justice.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1857](http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01_200+Acces_a_la_justice_dans_les_deux_langues_officielles_Lancement_dun_nouveau_portail_pour_les_professionnels_de_la_justice.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1857)

12 mars 2013 - L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) vient de mettre en ligne Jurisource.ca, un portail de ressources juridiques et jurilinguistiques, qui est destiné aux professionnels de la justice œuvrant au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada. Cette bibliothèque virtuelle recense déjà des milliers de ressources, comme des lois, des arrêts, des études, des recherches, des modèles d'actes et des lexiques. Elle s'adresse aux intervenants du milieu de la justice du Canada, notamment les juristes, les jurilinguistes, les officiers de la Cour, le personnel de soutien et les étudiants en droit.

<http://www.lexpress.to/archives/11319/>



### **3. RELATION COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADEMIQUE**

#### **Ontario – Francophonie**

12 mars 2013 - L'Université d'Ottawa étudie la possibilité de créer un campus satellite entièrement francophone dans le sud-ouest de l'Ontario. Le projet fait partie des objectifs que l'établissement a récemment présentés au ministère de la Formation et des Collèges et Universités. L'offre de programmes postsecondaires francophones est très limitée dans le Sud-Ouest ontarien, un rapport provincial en faisait le constat cet hiver. Plusieurs étudiants doivent donc déménager s'ils désirent poursuivre leurs études en français. Ali Boussi est l'un d'eux et il croit que l'idée de créer un campus satellite est un pas dans la bonne direction, même s'il a quelques réserves. « Un campus satellite n'offrira pas tous les programmes d'un campus central », souligne-t-il. Le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO) estime aussi que l'offre doit aller plus loin qu'un campus satellite.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ontario/2013/03/12/013-campus-francophone-univ-ottawa-sud-ouest.shtml>

#### **Canada – Francophonie**

10 mars 2013 - Des membres de la Table des élus et du Comité fransaskois de l'éducation postsecondaire appuient à l'unanimité les 35 éléments du rapport du groupe de travail sur l'avenir de l'Institut français. « Disons que pour l'instant tout le monde peut vivre avec ces recommandations », a déclaré Françoise Sigur-Cloutier, la présidente de l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF).

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2013/03/10/001-communaute-fransaskoise-appuie-rapport-institut-francais.shtml>

11 mars 2013 - L'Université d'été de la francophonie des Amériques se tiendra pour la première fois à l'extérieur du Québec, soit au Campus Saint-Jean à Edmonton. L'événement, organisé par le Centre de la francophonie des Amériques, rassemblera une quarantaine d'étudiants, ainsi qu'une quinzaine d'experts qui échangeront sur les particularités des communautés francophones du continent. Le thème de cette année sera « la francophonie des Amériques : de la pluralité à la convergence ». Le pdg du Centre de la francophonie des Amériques, Denis Desgagné, soutient qu'en organisant l'Université d'été en Alberta, les francophones de l'Ouest canadien seront mis en valeur.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/03/11/004-universite-ete-campus-saint-jean-edmonton.shtml>

13 mars 2013 - Most city residents will give you a funny look if you say "Booñzhuur" to them today. That's because it's a word ("hello") in Michif – a language spoken by less than 600 people. Yet you would have heard it everywhere in Alberta 150 years ago, says Judy Iseke, the Canada Research Chair in indigenous knowledge at Lakehead University and a St. Albert resident. "It was the language of commerce and communication," she says, and was important to Métis culture. "But it is a language that's severely threatened." Iseke is giving a free talk in Edmonton this Friday on her research into the Michif language. Last summer, she spoke to Métis elders across the province and recorded them as they told stories in Michif – stories she plans to post online. Michif is what linguists call a "contact" language, Iseke says, as it emerged when French-speaking traders made contact with Cree aboriginals early in Canada's history.

<http://www.stalbertgazette.com/article/20130313/SAG0801/303139972/0/SAG>

15 mars 2013 - Les écoles de la région de Grande Prairie ont de la difficulté à rencontrer les normes provinciales d'enseignement du français, faute de ressources. Joanne Perrott, administratrice à la commission scolaire publique de Grande Prairie.

[http://www.radio-canada.ca/emissions/le\\_cafe\\_show/2012-2013/chronique.asp?idChronique=280294](http://www.radio-canada.ca/emissions/le_cafe_show/2012-2013/chronique.asp?idChronique=280294)

